

N° 5154¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité et transposant la directive 2001/77/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 relative à la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables sur le marché intérieur de l'électricité

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(21.10.2003)

En date du 19 mai 2003, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de loi sous rubrique, élaboré par le ministre de l'Economie.

Le texte du projet était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles, d'un texte coordonné de la loi du 24 juillet 2000 ainsi modifiée, de même que de deux tableaux, l'un documentant la concordance entre la directive 2001/77/CE et les mesures nationales de transposition en projet, l'autre comparant le texte actuel de la loi précitée et les propositions de modification.

Les avis des chambres professionnelles n'étaient pas encore parvenus au Conseil d'Etat au moment de l'adoption du présent avis.

Le projet sous avis se propose en premier lieu de transposer en droit national la directive 2001/77/CE. Selon l'exposé des motifs, les auteurs profitent „de l'occasion pour porter quelques légères retouches à la loi modifiée du 24 juillet 2000, soit pour éviter des problèmes d'interprétation, soit pour simplifier la gestion administrative, notamment du fonds de compensation et du recouvrement de la taxe „électricité“ “.

Le Conseil d'Etat approuve le projet de loi sous avis, dont les dispositions ne donnent pas lieu à observations quant au fond, mais dont la présentation eût mérité d'être plus soignée.

*

EXAMEN DES TEXTES*Intitulé*

Dans son avis du 21 mars 2000, relatif au projet de loi (4601) devenu la loi du 24 juillet 2000, le Conseil d'Etat avait déjà suggéré d'éviter de mentionner à l'intitulé la directive 96/92/CE alors à transposer, en disant: „En effet, si cette dernière venait à être modifiée, il faudrait adapter l'intitulé de la loi en vue d'y faire figurer celui de la nouvelle directive afin de ne pas induire le lecteur en erreur sur le contenu du texte. Une telle modification aurait cependant pour conséquence d'allonger outre mesure l'intitulé de la loi.“ Il en est de même en ce qui concerne le présent projet. Cependant, il va de soi que la référence du numéro de la directive devrait être indiquée utilement au Mémorial à la suite de la publication du texte de la loi.

Aussi le Conseil d'Etat propose-t-il de libeller l'intitulé du projet comme suit:

„Projet de loi modifiant la loi modifiée du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité“

Articles 1er et 2 (1er selon le Conseil d'Etat)

L'article 1er reprend textuellement quatre définitions de l'article 2 de la directive à transposer. L'article 2 étend la notion d'„entreprise de fourniture“, définie à l'article 2.8 de la loi modifiée du 24 juillet 2000, aux personnes physiques alors que dans sa version initiale seules les personnes morales sont visées.

Le Conseil d'Etat constate d'abord en ce qui concerne l'article 1er que n'est pas visé uniquement l'article „2.7.“, mais également, pour rester dans la logique des auteurs du projet, l'article „2.1.“. En vérité, il s'agit de quatre „points“ de l'article 2. Comme il est difficile à comprendre pourquoi le point 8 du même article que l'article 2 vise à modifier ne fait pas partie des dispositions de l'article sous revue, le Conseil d'Etat suggère d'agencer et de libeller comme suit les cinq dispositions afférentes, formant l'objet de l'article 1er:

„**Art. 1er.** L'article 2 de la loi modifiée du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité est modifié de la façon suivante:

a) les points 1 et 7 sont remplacés comme suit:

„1. (texte proposé);

2. (texte proposé);“

b) les points 7a et 7b suivants sont ajoutés:

„7a. (texte proposé);

7b. (texte proposé);“

c) le point 8 est remplacé comme suit:

„8. (texte proposé);“.

Articles 3 et 4 (2 selon le Conseil d'Etat)

L'article 3 modifie et complète le paragraphe 8 (et non le point 8) de l'article 3 par une disposition qui oblige le gestionnaire à fournir certaines informations financières au régulateur et à verser mensuellement des acomptes sur le compte du fonds de compensation.

L'article 4 ajoute une disposition supplémentaire au même article 3 de la loi à modifier. Cette disposition permet au régulateur de sanctionner l'absence ou l'inexactitude des données fournies par le gestionnaire en prenant comme base de calcul le volume total fourni par le réseau déduite d'une perte de réseau de seulement trois pour cent alors que la moyenne des pertes réelles est supérieure à ce taux.

Comme les deux articles modifient des dispositions d'un même article de la loi de 2000, le Conseil d'Etat propose de les réunir en un seul article du projet à rédiger de la façon suivante:

„**Art. 2.** L'article 3 de la même loi est modifié comme suit:

a) le paragraphe 8, alinéa 2, est remplacé par les deux alinéas suivants:

„Avant la fin ...

Pour les gestionnaires ...“

b) il est ajouté un paragraphe 11 de la teneur suivante: „11. (texte proposé)“

Article 5 (3 selon le Conseil d'Etat)

La loi à modifier est complétée par des dispositions introduisant un système de garantie d'origine. Ces dispositions reprises de la directive à transposer ne donnent pas lieu à observation quant au fond, sauf que le Conseil d'Etat propose d'omettre le bout de phrase „et au plus tard à partir du 27 octobre 2003,“. En effet, cette date sera dépassée avant l'entrée en vigueur de la loi.

Quant à la présentation du libellé, elle devrait être la suivante:

„**Art. 3.** L'article 4 de la même loi est remplacé comme suit:

Art. 4. 1. Pour l'électricité ...

2. La garantie ...

3. Le régulateur ...

La demande ...

4. A cette fin, ...

5. Sauf ...“

Article 6 (4 selon le Conseil d'Etat)

Cet article modifiant l'article 5 de la loi du 24 juillet 2000 transpose en droit national le souci de la directive de favoriser la production d'énergie à partir de sources renouvelables, en exemptant les producteurs d'énergie à partir de sources renouvelables de la procédure d'autorisation assez lourde à laquelle sont soumises les autres producteurs.

Ici encore, la présentation de l'article devrait être adaptée de la façon suivante:

„**Art. 4.** L'article 5 de la même loi est remplacé comme suit:

„**Art. 5.** 1. Il est ...

2. Sans ...

3. Pour ...

4. La première ...

Toute ...

Les installations ...“ “

Article 7 (5 selon le Conseil d'Etat)

Sans observation, sauf à libeller l'article de la façon suivante:

„**Art. 5.** L'alinéa 2 de l'article 7, paragraphe 2, de la même loi est remplacé comme suit:

„Lorsque ...“

Articles 8 et 9 (6 et 7 selon le Conseil d'Etat)

Ces articles transposent des dispositions de la directive destinées à faciliter le raccordement des producteurs d'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables.

Les articles en question devraient être libellés de la façon suivante:

„**Art. 6.** L'article 8 de la même loi est complété comme suit:

„4. Les gestionnaires ...

5. Les gestionnaires ...

Ces règles ...

6. Les gestionnaires ...

Ce partage ...

7. L'imputation ...“

Art. 7. L'article 11 de la même loi est complété comme suit:

„4. etc. (selon le même procédé)“ “

Article 10 (8 selon le Conseil d'Etat)

L'article 13 de la loi à modifier prévoit le droit d'accès du régulateur à la comptabilité des entreprises d'électricité si la consultation est nécessaire à sa mission de contrôle au sens de l'article 27. Comme toutes les missions du régulateur ne sont pas reprises à cet article 27, les auteurs du projet proposent d'étendre la description de la mission à l'intégralité de la loi.

Quant à la forme, le Conseil d'Etat propose de libeller ledit article de la façon suivante:

„**Art. 8.** L'article 13 de la même loi est remplacé comme suit:

„**Art. 13.** Le régulateur ...“

Article 11 (9 selon le Conseil d'Etat)

Cet article vise à remplacer le deuxième paragraphe, *alinéa 1 seulement*, de l'article 15 de la loi modifiée du 24 juillet 2000 et devrait dès lors être libellé de la façon suivante:

„**Art. 9.** L'alinéa 1 du paragraphe 2 de l'article 15 de la même loi est remplacé comme suit:

„A cette fin“ “

Article 12 (10 selon le Conseil d'Etat)

Cet article remplaçant le paragraphe 7, *alinéa 2 seulement*, de l'article 17 de ladite loi de 2000 est à présenter de la façon suivante:

„**Art. 10.** L'alinéa 2 du paragraphe 7 de l'article 17 de la même loi est remplacé comme suit:
„Ces contrats ...“

Articles 13 et 14 (11 selon le Conseil d'Etat)

L'article 13 dispose que le modèle de calcul de l'article 4 nouveau de la loi modifiée du 24 juillet 2000 est également applicable pour le recouvrement de la taxe „électricité“.

Etant donné que les articles 13 et 14 du projet sous revue visent tous les deux à modifier l'article 28 de la loi de base, il échet de réunir ces deux dispositions dans un seul article dont la rédaction serait la suivante:

„**Art. 11.** L'article 28 de la même loi est modifié de la façon suivante:

a) il est inséré un paragraphe *5bis* libellé comme suit:

„*5bis.* En cas ...
Nonobstant ...“

b) l'alinéa 2 du paragraphe 6 est remplacé comme suit:

„Les clients ...“ “

Ainsi délibéré en séance plénière, le 21 octobre 2003.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES